



















Le Président a réaffirmé la poursuite

du projet de loi dit de transformation de la fonction publique, malgré les avis défavorables exprimés lors des consultations des instances supérieures nationales par les 9 organisations syndicales.

Cette loi, prévue au vote du parlement au cours de l'été, remet en cause le Statut général des fonctionnaires, l'égalité des droits des agents et des usagers ainsi que l'accessibilité aux services publics, d'un point de vue géographique, humain et de qualité. Elle engendrera une forte dégradation des conditions de travail, et affaiblira les droits et garanties des agents par :

- X La mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT,
- X La suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Les Organisations Syndicales départementales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, UNSA de la Fonction publique de la HAUTE SAVOIE constatent qu'au lendemain de la conférence de presse du Président MACRON, les raisons de l'appel à la GREVE UNITAIRE et MANIFESTATIONS prévues le 9 mai prochain de toute la Fonction Publique restent d'actualité pour l'ensemble des 3 versants (Etat, territorial et hospitalier).

A contrario, les Organisations Syndicales réaffirment leur attachement aux valeurs du service public, à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général. Cette loi aggrave les réformes en cours.

Avec les personnels, les organisations syndicales revendiquent :

- l'augmentation significative du point d'indice afin d'améliorer le pouvoir d'achat,
- le classement de la Haute-Savoie en «zone de vie chère», (primes, logements accessibles...)
- la suppression du jour de carence
- l'annulation effective des 120 000 nouvelles suppressions de postes, des fermetures de services et de classes dans les écoles
- la titularisation des précaires et contractuels dont le recours en nombre accru ne peut qu'affaiblir la Fonction Publique avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompus à tout moment.

Dans ce contexte, où la construction du rapport de force est nécessaire pour faire entendre leurs voix, les syndicats invitent les Fonctionnaires et Agents, avec les usagers, en intersyndicale chaque fois que possible, à définir les revendications et préparer le succès de la grève nationale et des suites à donner. audience est demandée à la préfecture le 9 mai

TOUS EN GREVE LE JEUDI 9 MAI 2019 MANIFESTATIONS DEPARTEMENTALES

14 H à la préfecture d'ANNECY / 17 H place des Arts à THONON